

Rapport d'activité du 1^{er} Forum des Sans (FS)

Entre le 28 et le 29 avril 09 arrivèrent à Bamako les délégués du Burkina Faso, du Togo et de la France dans le cadre du réseau No Vox pour participer au 1^{er} Forum des Sans.

Conformément au planning de mobilisation, une série de discussions et de réunions populaires dans les quartiers « victimes de démolition » fut préparée et organisée avant le forum avec les populations.

La première réunion populaire a eu lieu à Kognoumani avec les populations sur la démarche et l'initiative d'un tel forum et son importance, car il est porté par les Acteurs de luttes de base. S'en est suivi alors d'autres réunions collectives avec les « déguerpis » à Sabalibougou et les lépreux de Djicoroni.

Au delà de la rencontre avec les quartiers démolis, une série de rencontres fut organisée avec les grévistes de la mine d'or de Morila et les travailleurs licenciés de Huicoma à Koulikoro (de retour de Koulikoro nous nous sommes rendus à la police du 12^{ème} arrondissement pour récupérer l'appareil photo de notre camarade du Mouvement des Sans Voix / Burkina Faso réquisitionné la veille lors de la rencontre avec les populations de Kognoumani. La police avait alors immédiatement arrêté le camarade du MSV/BF au motif d'avoir pris une photo des policiers qui rôdaient autour de la rencontre. Notre ami avait passé une nuit en garde à vue puis été ensuite relâché. On a à l'occasion de cette visite appris que les populations victimes de démolition sont considérées à en croire la police comme des « résistants à l'autorité légitime »).

Ces différentes rencontres d'avant forum ont permis d'instaurer un espace d'échange mutuel entre les victimes et des stratégies communes à développer.

Le 31 Avril, la conférence de presse organisée au siège du MSV/ No Vox a donné le ton du 1^{er} Forum des Sans, un espace d'expression démocratique et populaire autonome des partis politiques et des syndicats. Sans détour les conférenciers Tahirou Bah du MSV/ No Vox, Annie Pourre du Réseau No Vox, Nabi Jean Marie du MSV/ Burkina Faso, Ngouel Mbanga de No Vox Togo ont dénoncé les conditions difficiles dans lesquelles vivent les « Sans » au Mali, au Togo, au Burkina Faso, en France.

Ils ont également justifié la tenue d'un tel forum et son mode d'organisation dans le contenu et dans la forme. Ce forum est non seulement porté par les Acteurs de luttes de base impliqués au quotidien dans les luttes contre les politiques néo libérales, mais aussi pour la prise en compte des propositions des plus démunis lors des rencontres sociales.

Et le jour J

Le 03 avril 09 s'ouvrit à l'école publique de Djelibougou le forum des « Sans » par un meeting d'ouverture sur le thème :

« Les luttes sociales actuelles dans le contexte politique du Mali, 18 ans après la révolution de mars 1991 », parmi les intervenants :

MSV (Mouvement des sans voix), AME (Association malienne des expulsés), GM (les Grévistes de morila), APELD (Association pour la promotion des espaces de libertés et

des droits), CTLHK (Collectif des travailleurs licenciés de Huicoma de Koulikoro), JOURNAL SANFIN/ la nuée, MOURASMA (Mouvement des rastas du Mali), CAD-Mali (Coalition des alternatives dette et développement), LJDH (la Ligue pour la justice et le développement des droits humains) le représentant de l'union des quartiers victime de démolition.

Les interventions étaient portées sur le rôle de l'Etat malien de mèche avec les opérateurs économiques, les patrons, les multinationales contre les travailleurs, les paysans, les ouvriers, les victimes de démolition. Les politiques menées par les différents gouvernements depuis 1968, la marginalisation des « Sans » dans les foras et la non prise en compte de leurs propositions. Les intervenants ont mis l'accent sur la solidarité internationale, condition sine qua non du développement de toute lutte de base. Hormis ces interventions, d'autres personnes ont pris la parole pour témoigner leur soutien au 1^{er} Forum des Sans.

Le deuxième jour :

A l'ouverture des travaux, quinze minutes furent consacrées à la présentation du forum par Tahirou Bah, Secrétaire Général du Mouvement des Sans Voix. Un forum organisé par et pour les « Sans » dit-il. S'en suivit alors une journée de débat sur les luttes paysannes et ouvrières à Morila, Koulikoro, Baguineda, sur les questions des droits humains et les démolitions dans le district de Bamako etc.

Ibrahima Diarra, porte parole des Travailleurs licenciés de Huicoma :

Huicoma est une filiale de la CMDT, elle-même privatisée depuis le vote de la loi de la honte à l'Assemblée Nationale du Mali le 1^{er} Août 2008. En 2005, le gouvernement du Président ATT (Amadou Toumani Touré) a cédé HUICOMA au groupe Tomota du nom de l'opérateur économique malien. HUICOMA, un patrimoine estimé à 26 milliards CFA lors de sa privatisation, est liquidé à 9 milliards de CFA avec une exonération d'impôts et de taxes pendant huit ans.

Le groupe Tomota a licencié 411 ouvriers (Huicoma compte trois sites au Mali : un site basé à Kita, une autre à Koutiala, le plus grand à Koulikoro) sans préavis, ni droit dès 2005, mettant ainsi l'avenir de la région de Koulikoro en danger.

Les hommes au chômage, c'est les femmes et les enfants qui en font les frais. Toute la ville s'est reconvertie à des exploitants de sable, installés le long du fleuve Niger. Les travailleurs licenciés de Huicoma subissent depuis des années l'injustice, la répression, l'intimidation pour avoir osé lutter pour que justice leur soit rendue.

Le régime laxiste du Président ATT accompagne ces bandits de grand chemin leur permettant ainsi de mettre en péril la vie des milliers des maliens. Koulikoro, une ville autre fois fierté de notre pays par ses produits (savon – Koulikoro, soleil or, aliment bétail, crème de karité) est aujourd'hui devenue un cimetière à ciel ouvert.

Les hommes licenciés, les femmes divorcées, les enfants dans la rue telle sont les images du Koulikoro d'aujourd'hui. Pour dénoncer l'intolérable, les licenciés ont voulu se faire entendre par les voies dites légales devant les tribunaux.

Pendant des années, de report en report, la justice corrompue a déclaré la plainte des licenciés « irrecevable ». Tels étaient les grands axes de l'intervention d'Ibrahima Diarra.

Fassery Traoré : Porte parole des grévistes de Morila.

Nous les grévistes de Morila avons commencé à dénoncer les conditions inhumaines du travail dans l'exploitation et la violation de cahier de charge par la SOMADDEX. En une année, la SOMADDEX (une filiale du Bouygues) a exploité 83,160 tonnes d'or, accompagné de son lot de chantage sur les ouvriers et d'intimidation, du non respect des contrats, des CDI transformés en CDD violant ainsi le cahier de charge.

Des ouvriers en CDI ont été licenciés sur la base de CDD sans indemnités. Les cadres de la compagnie sont confortablement installés (maison avec piscine) tandis que les ouvriers et les villageois font comme ils peuvent, dans des baraques ou dans la campagne environnante. Il n'y a pas d'accès à l'eau pour les ouvriers et les paysans du lieu, juste 3 à 4 points d'eau non traitée ; l'eau est polluée, du fait de l'exploitation minière, au cyanure, à l'arsenic et au plomb. Les mines à ciel ouvert ont créé des collines artificielles qui s'éboulent, il n'y a pas eu de restructuration des souterrains.

Les eaux et terres alentour sont polluées. Du bétail meurt et des hommes sont aussi décédés. L'Etat malien, premier responsable de cette situation, ne gagne que 20% de l'or et il n'y a aucune retombée pour les populations. Après avoir connu la prison, la répression, l'intimidation, la calomnie entre autre, moyens préférés de la Somadex (une filiale du Bouygues) contre les grévistes de Morila, la justice de l'Etat malien s'est autoproclamée « incompétente » pour juger l'affaire de Morila.

Toutes ces privatisations et bradages des sociétés et entreprises d'Etat ont entraîné dans leur sillage des conséquences sociales et économiques qui échappent à toute analyse. La Somadex et le Groupe Tomota sont au dessus de toute soupçon malgré les preuves palpables pouvait-on entendre dans les propos de Fassery Traoré. D'autres intervenants ont abordé dans le même sens tels que Yaya Condé, Diakité.

Mohamed Tabouré du COCIDERAIL

Sa privatisation, commencée sous Alpha et parachevée par ATT, s'est effectuée sous le vocable de « concession ». Un patrimoine estimé à 117 milliards de CFA est cédé à la CANAC (Compagnie Canadienne) pour 7 milliards CFA payables sur sept ans !

Le gouvernement doit encore garantir auprès des institutions internationales un prêt de 14 milliards au profit de Transrail créée par CANAC. Transrail supprima le transport de passagers au profit du transport de marchandises plus rentable et licencia 600 cheminots sans droits.

Pour les populations, tout déplacement est devenu un calvaire. Sur les 36 gares que comptait le Chemin de Fer du Mali, Transrail en a fermé 26 et les villages de fortune qui s'étaient créés autour de ces gares sont devenus des villages fantômes, ce qui pousse des milliers de jeunes à l'immigration clandestine.

Les femmes, dont la principale activité commerciale se faisait autour du rail, sont sans revenus. On assiste alors au développement de la prostitution et de toutes ses conséquences dont le SIDA.

Le COCIDERAIL, exige le rétablissement de Dr Tiecoura Traoré dans ses droits ainsi que tous les cheminots licenciés, de rendre le rail au peuple malien et aux travailleurs.

Kadaily Traoré du SYNAPE

Nous avons créé la SYNAPE (Syndicat national autonome des paysans) pour combler vide syndicale autour des paysans. Notre association est indépendante de la centrale syndicale qui est totalement caporalisé par le pouvoir et le patronat. Nous luttons pour le droit à la terre et contre les OGM. Nous soutenons les luttes paysannes à l'office du Niger et partout au Mali. Avec l'agrobusiness, les paysans sont quotidiennement spoliés de leur terre au profit des opérateurs économiques et des hauts cadres de l'administration.

Immigration : AME, No Vox Togo

L'AME et le No Vox Togo ont dénoncé la violation des droits des migrants de part le monde. Les migrants sont l'objet de toutes sortes de violations pouvait-on entendre d'Ousmane Diarra, Président de l'AME. C'est pourquoi l'AME défend les migrants contre les expulsions et d'autres pratiques de « déportation ». Le frontext qui est une politique d'isolement des africains a été vivement dénoncé. Ngouel Banga du No Vox Togo a décrié les conditions difficiles dans lesquelles vivent les réfugiés togolais basés au Bénin. Les réfugiés togolais sont aujourd'hui menacés de mort, 500 d'entre eux ont été tués lors des événements de 2005. Ils réclament la traduction des coupables devant les juridictions nationales et internationales pour répondre des crimes qu'ils ont commis contre les populations. Les réfugiés togolais sont dépourvus de toute assistance humanitaire. Ce sont les grands oubliés de l'histoire.

Les luttes pour l'émancipation de la femme paysanne ont été largement développées par Mme Awa Diarra de l'APELD.

Massa Koné de l'Union des quartiers victimes de démolition a fait l'état des lieux des quartiers démolis depuis les années 70 jusqu'à ce jour dont le dernier en date est le quartier de Missabougou démoli pour servir de passage au nouveau pont de Bamako... Oui, la question foncière est une question centrale.

Elle est posée un peu partout dans notre pays. Aucune mairie n'y échappe. En ce qui concerne le district de Bamako, ce n'est plus un secret pour personne de la commune I à la commune VI, toutes les mairies, y compris le gouvernorat du district de Bamako sont impliquées dans la spéculation foncière. Le gouvernorat du district de Bamako et les six mairies des six communes, se sont spécialisés dans cette corruption qui ne dit pas son nom. C'est pourquoi l'on trouve des terrains à plusieurs propriétaires et qui ont tous des documents authentiques de ces mairies.

Les mairies et le gouvernorat du district de Bamako sont coupables de faux et d'usage de faux et ne respectent plus les procédures réglementaires dans la distribution des lots. Mieux, le gouvernorat du district de Bamako et ces mairies, par leurs plans d'expulsion, de déportation et de spoliation se donnent le plaisir de démolir et de raser des milliers de maisons auto-construites et mises en valeur par des populations sans revenus et démunies. Dans certains cas tels que Yirimadio, les maisons ont été démolies alors qu'elles étaient déjà morcelées et remises aux populations.

Aujourd'hui, depuis des années les populations de Yirimadio, de Kognoumani, de Bougoudani, de Sabalibougou, de Niamakoro etc. se battent pour que justice leur soit rendue suite à la démolition sauvage et barbare dont elles étaient victimes. Mais force est de constater que ces luttes sont isolées et dépourvues de tout soutien réel. C'est dans un souci d'unir nos forces pour une mobilisation sociale et nous défendre nous-mêmes par nous-mêmes que nous avons créé l'Union.

Le cas de malades de la lèpre est un cas très grave. Ces lépreux ont été installés par la dictature sur des vastes terrains qu'ils ont transformés en jardin. La fondation Raoul Follereau du Mali et les autorités les ont spoliés de leur jardin, unique source de revenu pour ces lépreux. Sur la question des droits humains, le délégué de la ligue pour la justice et le développement a démontré qu'il n'y a pas de justice sans développement et que les droits humains sont garants de la consolidation même de la démocratie.

Le MSV/BF a encouragé les gens du pays réel, les Sans de tous les pays, ceux et celles qui souffrent à cause des politiques néo libérales. Nabi Jean Marie a appelé les jeunes à s'armer de courage et de persévérer dans la lutte. Il a également dénoncé les répressions contre les étudiants au BF.

Les ateliers

Atelier I

Vie chère sur cette question Tahirou Bah l'animateur a fait un exposé sur un document qu'il avait déjà fait sur la question de la cherté de la vie au Mali dont voici les grandes lignes.

Depuis des années, la cherté de la vie frappe les Maliens et de manière très aigüe depuis quelques mois. En effet, la cherté de la vie n'est pas un phénomène naturel, encore moins un fait du hasard. Les prix ne cessent de monter depuis le mois de mars 2008 jusqu'à atteindre des proportions alarmantes.

La flambée des prix a atteint tous les secteurs de l'économie nationale surtout les produits de première nécessité (les aliments, les médicaments, les transports, l'énergie, le logement). Selon la **DNSI** (*direction nationale de la statistique intérieure*), le prix de la viande a augmenté de 20%, le riz de 23%, le mil de 45%, 28% pour le lait et 66% pour la farine en début de l'année 2008.

Les produits de première nécessité

Le riz, le mil, autrefois denrées que l'on trouvait dans toutes les rues du Mali à des prix abordables sont devenus des « *luxes* » pour les Maliens. Le Mali, ancien grenier de l'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui non seulement incapable de nourrir les autres, mais aussi de nourrir ses propres fils. Les Maliens, qui mangeaient trois à quatre fois par jour ont aujourd'hui à peine de quoi se nourrir.

Dans les marchés de nos villes, le kg de riz peut aller jusqu'à 400 FCFA au détriment de nos populations et au plus grand bonheur d'une poignée d'opérateurs économiques.

Le transport

En moins de deux ans (2006-2007) le prix de transport a augmenté de plus 50% de Kayes à Kidal. A Bamako, le prix de transport de **SOTRAMA** a presque augmenté de 100%. En 2005, tout près, on prenait le **SOTRAMA** à 100 FCFA, aujourd'hui dans tout Bamako le prix moyen est 150 FCFA donc une augmentation de 50%.

Le logement ; l'eau et l'électricité

Ce secteur n'étant même pas réglementé, engloutit nos revenus et c'est la spéculation immobilière. Le loyer nous coûte 30% de nos salaires.

Aujourd'hui le Malien citoyen, que ce soit à Bamako ou ailleurs vit une situation cauchemardesque à cause des frais exorbitants du loyer sans même compter l'eau et l'électricité qui sont devenus des « luxes ».

Las médicaments

Avec la privatisation de la santé et de l'école, tout porte à croire que si l'on tombe malade aujourd'hui et que l'on pas le moyen d'aller consulter dans les cliniques privées, c'est la mort programmée.

Mais pour l'achat même des médicaments, quel Malien aujourd'hui peut se permettre de payer ce « *lux* » pour ses besoins de soins ? C'est pourquoi les « *pharmacies par terre* » sont devenues des références pour les Maliens.

II stratégie mise en œuvre par le pouvoir

Face à cette situation aigüe, insoutenable et dure que vit les maliens, le gouvernement ne trouve d'autre solution que la mise en place de politiques chimériques dont les grandes lignes sont :

-les exonérations, quand la crise a pointé à l'horizon de manière aigüe au début des années 2005, le gouvernement du Mali dans sa politique d'encouragement de l'offre par la demande a accordé des exonérations à quelques poignées d'opérateurs économiques.

Ce qui a causé un manque à gagner en 2005 de **cinq milliards de FCFA** et de **huit milliards de FCFA** en 2008.

L'objectif des ces exonérations (selon le gouvernement malien) était d'amoindrir le coup exorbitant de la vie sur les populations. Mais force est de constater qu'il n'y a eu aucun impact positif de ces exonérations et la vie est devenue deux fois plus chère pour les populations et les prix ont presque doublé dans certains cas de figure. Et c'est toujours l'importation qui est privilégiée.

-l'initiative « riz », nom curieux, ce vaste programme de lutte pour l'autosuffisance alimentaire des Maliens germe en lui une dépendance totale de notre agriculture aux bailleurs de fonds et aux spéculateurs. Donc c'est toujours le commerce et le marché qui sont privilégiés.

-les magasins témoins, ces magasins créés dans les grandes villes du Mali et peut-être dans quelques chefs lieux ont pour but de vendre aux populations maliennes le riz importé (comme si la hausse des prix ne concernait que cette seule denrée) à des prix abordables.

Mais très rapidement ces magasins sont devenus un lieu de business pour les opérateurs économiques et les agents du pouvoir en place.

III le résultat de politiques de lutte contre la cherté de la vie, menées par le gouvernement

En plus du manque à gagner sur le dos des populations, le laxisme du gouvernement vis-à-vis des opérateurs économiques a entraîné la hausse dégenérée des prix des produits de première nécessité tels que les aliments. De l'exonération à l'initiative riz en passant par les magasins témoins, le résultat reste le même à savoir la cherté de la vie et la spéculation des opérateurs économiques maliens.

Cependant en l'absence de politique appropriée, le gouvernement, par la propagande fait passer des sketches publicitaires à la télévision nationale pour inciter les populations au « *changement de comportement* » comme solution palliative à la vie chère et à la hausse des prix.

IV Propositions alternatives :

Par notre volonté de battre en brèche certains arguments qui consistent à dire que « *nous subissons cette hausse des prix* » et surtout celle les produits de premières nécessités, voici des propositions alternatives réalistes et réalisables que nous soumettons non seulement à notre gouvernement, mais aussi au peuple malien.

A- à court terme nous proposons :

-1- encourager l'offre en donnant des moyens à un département de type

« Affaires économiques » d'importer certains produits de premières nécessités (le riz, les médicaments) et prendre les mesure techniques (les magasins d'Etat) pour la vente et la distribution au niveau de toutes les régions ;

-2- régler le loyer qui engloutit 30% des revenus des salariés de la classe moyenne au Mali et endiguer la spéculation immobilière ;

-3- 11% du territoire national est couvert par l'électricité, cependant et selon l'étude faite par un ancien cadre d'EDM (Alkali Keita mort dans des conditions mystérieuses), le Mali peut opérer une baisse des factures d'eau et d'électricité jusqu'à moins de 50% ;

-4- laisser évoluer le secteur privé, mais sans l'aide ni de près ni de loin de l'Etat;

-5- l'Etat, doit faire des économies en diminuant son train de vie (Ex la prime d'entrée et de sortie des membres du gouvernement pour chaque départ, les 18 milliards de la présidence, les 11 milliards de la primature, les 6 milliards de l'Assemblée Nationale) en sont les évidences empiriques. Et réduire au maximum les départements ministériels.

B- à long terme :

-6- importer par les mêmes moyens pour les produits de premières nécessités, les intrants agricoles et les rendre disponibles afin d'accroître la production ;

-7- opérer une politique de réforme agraire avec la création des coopératives autonomes des paysans et des coopératives gérées par l'Etat afin de ne plus dépendre de l'importation;

-8- avec la récolte des coopératives gérées par l'Etat, on peut alors produire ce qu'on appelle « le paquet minimum » par famille à un coup « ni vendu, ni offert » et dont l'accès sera libre et volontaire ;

-9- l'Etat, doit rester actionnaire majoritaire à hauteur d'au moins de 60% dans les secteurs stratégiques tels que les mines, l'énergie, le transport et les télécommunications afin de nous permettre non seulement de gagner de l'argent, mais aussi de fixer les prix et de sauvegarder notre souveraineté ;

-10- créer les industries de substitutions aux importations concernant les produits alimentaires ;

-11- créer un office national de stockage des excédents des récoltes afin de les rendre disponibles en cas de crise.

V Conclusion

Ces propositions sont de solutions alternatives, mais force est de constater qu'il y a d'autres propositions et d'autres solutions alternatives et que si elles sont appliquées, l'on peut faire face à la hausse des prix et la cherté de la vie au Mali.

Mais l'Etat actuel est une petite ramification du capital financier international et de l'impérialisme. Aujourd'hui par la faute des spéculateurs boursiers au niveau international, on dénombre **923 millions** d'affamés dans le monde entier. Le capital financier est en crise, les modèles (Sarkozy, Brown, Bush et autres fervents défenseurs de ce système), desquels s'inspire notre Etat, parlent sans mâcher leur mot de « nationalisation », pendant que nos dirigeants au Mali parlent de privatisation et de commerce.

Ce qui nous emmène à se poser la question du type d'Etat dont nous avons tant besoin pour la défense des intérêts de nos populations laborieuses.

Atelier II immigration

Alassane Dicko de l'AME

Selon Alassane Dicko les objectifs de l'AME sont l'accueil, l'hébergement temporaire des expulsés. L'un des facteurs de l'immigration est l'exode rural. L'immigration n'est pas économique car c'est le colon qui a constitué des zones économiques en Afrique avec l'instauration des frontières. L'autre facteur aussi est dû aux PAS des années 80-90. Il y a plusieurs type d'immigration ; l'immigration interafricaine et européenne. Il y a des refoulements un peu partout tels qu'au Mozambique, en Angola, au niveau de l'Afrique et dans tous les Etats de l'espace Schengen. Le gouvernement malien n'a jamais réagit par rapport aux refoulements des Maliens. 4.800.000 maliens vivent dans le monde dont 2.000.000 millions en Côte d'Ivoire. Le droit des migrants est un droit fondamental. Il existe une restriction des visas pour les pays de l'espace Schengen. Les pays maghrébins sont devenus aujourd'hui des gardiens pour barrer la route aux migrants d'Afrique subsaharienne. La directive retour, le pacte Sarkozy, les accords de réadmission et d'autres politiques

migratoires ont été passés au peigne fin par Alassane Dicko. A la fin de l'atelier les recommandations suivantes ont été faites par l'AME :

- 1- combattre les réseaux de passeurs qui favorisent la migration clandestine ;
- 2- initier des projets et programmes de réinsertion des migrants ;
- 3- Créer plus d'emploi pour les jeunes ;
- 4- Lutter contre la corruption.

D'autres ateliers ont été faits sur la situation politique du Mali avant la chute de la dictature en 91, en comparaison avec celle d'aujourd'hui, sur la justice et le développement, sur le code domaniale respectivement animés par le Mourasma et la LJDH et l'Union des quartiers victimes de démolition.

Après les ateliers, quelques films sur les différentes luttes pour le logement en France ont été projetés, sur la journée citoyenne Huicoma et Morila et le réseau No Vox.

Dimanche le 05 Avril 2009

Au début des travaux Tahirou Bah et Annie Pourre ont présenté le réseau No Vox et les stratégies d'alliance et de solidarité concrète qui est la pierre angulaire du fondement du réseau No Vox.

Dans son intervention Annie Pourre a fait l'historique de la naissance du réseau No Vox à Florence puis son internationalisation au FSM du Brésil avec le MNLM. Depuis lors le réseau s'est élargi. Aujourd'hui le réseau No Vox est présent dans douze pays dont le Mali. Les pratiques d'échange d'expérience continuent à consolider le réseau No Vox.

Il est clair aujourd'hui qu'en cas de répression, les « Sans » des douze pays peuvent protester ensemble et se faire entendre. Elle a également fait cas des différentes luttes pour le logement et les droits humains des « Sans » au Japon, au Portugal, au Brésil et en France.

Ce sont les mêmes attaques que l'on subit partout dans le monde dit-elle. Tahirou Bah a souligné que si l'esclavage puis sa prolongation par la colonisation a eu pied en Afrique, c'est parce qu'il y avait des « collabos- noirs ». C'est la lutte des classes dit-il en ajoutant que toute lutte isolée est perdue d'avance. Seule alternative, connectons nos luttes au niveau local et international et le réseau No Vox en est une solution.

Meeting de clôture sur le premier forum des « Sans »

Plus d'une vingtaine d'intervenants ont salué la démarche et l'initiative du 1^{er} FS tenu à Bamako. Les participants ont promis de développer l'initiative du FS. Le rendez vous est pris pour les « Sans » du Japon.

Conclusion

Pendant le FS plusieurs organisations de base ont souhaité être membres du réseau No Vox. La réunion d'élargissement du réseau No Vox a été tenue au siège de l'AME. Une vingtaine de délégués d'organisations de lutte étaient présents. Après quelques heures de concertation et de débat sur les principes de fonctionnement du réseau No Vox, la réunion a décidé de :

-1 Tahirou Bah du MSV et Nene Doumbia de l'APELD MALI sont les « traits d'union » entre le secrétariat du réseau No Vox et les différentes organisations membres de réseau No Vox au niveau du Mali

2- les différentes associations membres du réseau No Vox doivent se rencontrer le dernier dimanche de chaque mois pour « réunion No Vox au niveau du Mali » ;

3- l'autonomie de chaque organisation est garantie par la charte commune du réseau No Vox ;

4- un secrétariat local du réseau No Vox sera fonctionnel au Mali. Il sera basé au siège du Mouvement des sans voix.

Déclaration finale du 1^{er} FS

Déclaration du 1^{er} forum des « sans »

Du 03 au 05 avril 2009 à Bamako

Nous, les « Sans » : sans travail, sans logis, mal logéEs, précaires, ouvrierEs licenciéEs, paysanEs spoliéEs, malades et handicapéEs, expulséEs d'Europe et d'ailleurs, réfugiéEs, avons tenu le 1^{er} forum des « Sans » à Bamako du 3 au 5 avril. A l'initiative du Mouvement des Sans Voix du Mali, les militantEs du Burkina Faso, du Togo, de la France se sont retrouvés réunis dans le cadre du réseau international No Vox, pour initier et créer un espace d'expression démocratique, populaire et autonome et proposer des alternatives aux politiques discriminantes et répressives actuelles.

Les conditions difficiles et inacceptables que vivent les pauvres dans le monde et notamment en Afrique sont les conséquences des politiques menées par les Etats, leurs gouvernances se soumettant aux injonctions d'institutions internationales et de multinationales.

Au Mali, la spéculation foncière entraîne les démolitions de quartiers auto construits et la réduction des zones de maraîchage, de jardinage et de culture au seul profit des opérateurs immobiliers, des autorités en charge de la gestion urbaine souvent corrompues. Ces terrains sont redistribués aux plus riches au détriment des pauvres.

Le forum exige la fin des destructions, le maintien des zones de maraîchage, de jardinage et de culture, la régularisation des quartiers auto construits, le relogement des familles expulsées, le dédommagement sans condition des populations victimes de démolition conformément au code domaniaal.

Le forum propose la mise en place d'une commission composée des représentants de chaque quartier, de l'autorité traditionnelle, du gouvernement, des autorités municipales. Les autorités municipales en charge de la gestion foncière ne peuvent être les seuls décideurs de celle-ci, de la Ville.

Au Mali, les privatisations des entreprises publiques, la gestion par des multinationales au seul profit de leurs actionnaires du patrimoine industriel national ont conduit à des luttes de travailleurEs privés de leurs droits et licenciéEs.

Le forum exige que les grévistes licenciés de Morila SA soient rétablis dans leur droit. Exige l'application du « plan social » pour les travailleurs licenciés de Huicoma et que les tribunaux compétents jouent leur rôle, rendent la justice sociale et cessent de reporter systématiquement leurs décisions laissant douter de leur indépendance.

Au Mali, 4 800 000 femmes et hommes sont expatriés, dont 300 000 en France. 35% des expulsés maliens sont séparés de leur famille vivant en France.

Le forum dénonce le pacte européen sur l'immigration, la directive retour dite « directive de la honte », le concept de l'immigration choisie, l'Agence Européenne des Frontières (frontext), les accords de réadmission et toute politique migratoire qui fait de l'Europe une forteresse et de l'Afrique une grande prison. Sommes solidaires du combat des sans papiers en Europe. Appelons à la régularisation de tous et de toutes. Le forum propose le respect strict de la déclaration universelle des droits de l'homme en la matière.

Au Bénin, les exactions commises par les forces de l'ordre togolais et béninois contre le camp des réfugiés togolais doivent cesser. Le forum se déclare solidaire de tous les réfugiés dans le monde, exige la régularisation de leur statut et de leur situation, la traduction des coupables responsables de leur sort devant les juridictions nationales et internationales.

Au Burkina Faso, nous dénonçons également les dérives du régime en place tant du point de vue des droits démocratiques que civiques. Nous soutenons la société burkinabésE qui lutte et défend les droits sociaux, civiques, économiques et culturels dans l'intérêt général et pour l'avenir de leurs pays.

Le Forum des Sans

Programme des journées des sans

Du 03 au 05 Avril 2009.

Vendredi 17h-19h 00

Meeting d'ouverture:

- Les luttes sociales actuelles dans le contexte politique du Mali, 18 ans après la révolution de mars 1991 : Interventions
- **MSV (Mouvement des sans voix), AME (Association malienne des expulsés), GM (les Grévistes de morila), APELD (Association pour la promotion des espaces de libertés et des droits), CTLHK (Collectif des travailleurs licenciés de huicoma de Koulikoro), JOURNAL SANFIN/ la nuée, MOURASMA (Mouvement des rastas du Mali), CAD- Mali (Coalition des alternatives dette et développement), LJDH (la Ligue pour la justice et le développement des droits humains).**

19h- 22h 00

- Concert populaire des « sans » : **Nianan boys, Aziz Wonder, Aziz Koné, Sekou.**

Samedi, le 04/04/09

9h-9h15 : Présentation des journées « Sans » (**MSV**)

9h15- 13h 30 : Conférences-débats sur les luttes ouvrières, paysannes et les droits humains au Mali.

1) luttes ouvrière et paysanne

- Les luttes ouvrières suite aux privatisations des entreprises publiques et leurs conséquences : licenciements, non-respect du droit du travail, des travailleurs et des travailleuses dans les secteurs du textile, des mines et du chemin de fer. Témoignages, analyses et propositions alternatives des licenciés : **CSTM Section- Morila, Gréviste de Morila, COCIDERAIL.**
- Les luttes paysannes contre la privatisation de la Compagnie Malienne de Développement de Textile.
- Les luttes contre les expulsions des paysans de leurs terres par l'office du Niger :
- Les luttes dans les zones maraîchères de Baguineda, de Sikasso et de Kati : **SYNAPE**

2 les luttes pour les droits sociaux et civiques :

- luttes des migrants, des expulsés et des réfugiés : **AME, No Vox Togo, ARACEM**
- droits des femmes et les luttes pour leur émancipation : **APELD- Mali**
- droit à l'habitat, au foncier, au logement : **plate forme des quartiers victimes de démolition.**
- les droits humains et le développement : **LJDH**
- La jeunesse et le militantisme : cas du Burkina Faso (**Mouvement des sans voix/ Burkina Faso**)

13h 30- 14h 30 : Pause

14h 30- 16h 30

Ateliers « sans » :

- Comment développer la lutte contre la cherté de la vie. Accès aux droits fondamentaux (logement, éducation, santé...) ? (**MSV**)
- Le Mali sous l'UDPM et sous la démocratie qu'est ce qui a changé (**Mourasma**)
- Droits des migrants : retour forcés dans toutes les dimensions (**AME**)
- Les droits humains, la justice et le développement (**LJDH**)

16h 30- 18h 30

- compte-rendu de chaque atelier

18h pause

18h- 22h 00

19h30-22h30

Projection « sans »

- Projection films (26 mars 1991, le peuple dans la rue, journées citoyenne sur Huicoma et Morila) suivi de débat : **Mourasma**

Dimanche, le 04/04/09

9h- 12h 00

Présentation du réseau No Vox : **Annie Pourre, Tahirou Bah**

Plénière sur les solidarités :

- Comment construire des alliances au niveau local, régional et international pour développer des solidarités concrètes ?
- bilan des journées, rendez vous pour le forum « sans »
- discours de clôture : **les organisation participantes.**